

GESTION DES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE LÉTALITÉ

Objectif : Comprendre comment se déroule l'intervention dans les situations de violence conjugale à haut risque de létalité.

Méthodologie : Utilisation de la technique de l'incident critique. Entrevues avec 19 intervenants-es du milieu pénal (policiers, procureurs, agents de probation et agents de libération conditionnelle) et 25 intervenants-es du milieu psychosocial (maisons d'hébergement, programmes d'aide aux conjoints violents, CLSC, centres de crise et DPJ) impliqués-es dans des situations à haut risque de létalité; 74 incidents ont été décrits par ces acteurs. Entrevues avec 10 victimes de violence conjugale qui ont parlé de leur expérience.

TYPOLOGIE DES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE LÉTALITÉ

L'analyse des situations de violence conjugale à haut risque de létalité indique que le temps dont dispose l'intervenant-e pour réagir à la situation qui se présente, soit le délai entre la prise de conscience du danger et la commission possible d'un homicide, constitue une variable centrale pour l'intervention. Les incidents ont donc été classifiés selon l'imminence de l'action violente à risque de mort.

Incidents comportant un danger imminent

Il s'agit de situations où une agression potentiellement létale est en cours ou sur le point de se produire, ce qui requiert une action rapide et immédiate.

1. *L'agresseur et la victime sont à proximité l'un de l'autre et une agression est en cours.* La tâche critique lors de tels incidents consiste en une intervention policière pour maîtriser physiquement l'agresseur ou trouver une façon de séparer les conjoints dans le but de prévenir la commission d'actes potentiellement mortels.
2. *L'agresseur et la victime sont à proximité l'un de l'autre et une agression vient d'avoir lieu.* La tâche des intervenants-es consiste à limiter les conséquences de l'agression en procurant des soins d'urgence à la victime, en arrêtant l'agresseur après le fait et en amorçant une enquête.
3. *L'agresseur a mis au point un projet d'homicide qu'il s'apprête à actualiser.* Agresseur et victime ne sont pas encore en présence l'un de l'autre, mais cela ne saurait tarder. Les tâches critiques consistent à prendre l'homme en charge pour l'amener à renoncer à son projet, et à assurer la sécurité immédiate de la femme.

Incidents comportant un danger à court ou moyen terme

Il s'agit de situations où le risque d'homicide est clairement identifié, mais où le moment du passage à l'acte ou les modalités de l'action demeurent imprécis.

Un agresseur potentiel exprime des fantasmes homicides sans toutefois avoir un plan précis ou des moyens pour passer à l'action. Les interventions visent à faire diminuer la tension, à encadrer l'homme et à l'aider à résoudre la crise ayant causé la colère envers sa conjointe. L'hébergement temporaire, le suivi régulier des idées

homicidaires, la neutralisation des moyens d'action et l'utilisation du réseau social sont des exemples de stratégies utilisées.

2. *Des menaces de mort directes ou indirectes sont proférées à l'endroit de la victime.* Ces menaces sont jugées sérieuses à la lumière d'autres comportements de l'agresseur, tels que l'utilisation d'armes, les antécédents de violence physique sévère et les menaces à l'endroit d'autres personnes de l'entourage de la victime. Les interventions visent à sensibiliser la femme au danger encouru et à l'encourager à quitter son conjoint et à utiliser les recours légaux à sa disposition. Elles visent aussi à restreindre la liberté de l'homme ayant proféré des menaces.

3. *Il y a un risque d'homicide relié à un événement précis.* Il s'agit de situations où les procédures légales reliées à la séparation ou à la garde des enfants sont susceptibles d'exacerber la colère et la rage d'un homme possédant des antécédents sérieux de violence conjugale. Les interventions consistent à mettre au point un scénario de protection précis avec la victime et à accroître la surveillance de l'agresseur potentiel durant la période des procédures.

Les incidents comportant un danger persistant à plus long terme

Il s'agit de situations où le risque de létalité demeure élevé durant une longue période de temps, malgré la mise en place des mesures préventives.

1. *Les hommes ayant un dossier judiciaire important de violence criminelle qui se reflète dans leur relation conjugale.* Le risque de récidive paraît chronique. Dans ces cas, la tâche est double : 1) exercer une surveillance étroite et constante auprès de l'agresseur et restreindre sa liberté au besoin (ex. suspension de la liberté conditionnelle); 2) aider la victime à refaire sa vie dans un nouveau milieu.
2. *La femme n'est pas désireuse ou est incapable de mettre fin à la relation où elle court un danger de mort.* En continuant la cohabitation ou la relation avec son conjoint, elle est continuellement exposée au risque de létalité. L'intervention vise à la sensibiliser au danger, tout en lui procurant les services dont elle a besoin.

COMPARAISON DE LA PERCEPTION DES ACTEURS PÉNAUX ET DES VICTIMES QUANT AUX INTERVENTIONS EFFECTUÉES

Les victimes n'évaluent pas le danger qu'elles courent de la même manière que les intervenants-es du milieu pénal. Dans bien des cas, elles sont peu informées sur la problématique qu'elles vivent et ignorent les facteurs de risque associés à l'homicide conjugal. Leur évaluation de la situation est plus intuitive et centrée davantage sur les comportements de leur conjoint.

La protection de leur propre vie ne semble pas venir toujours en tête de liste des préoccupations des victimes. La protection des personnes de leur entourage, l'amélioration de leurs propres conditions d'existence, voire même le désir de voir leur conjoint changer ses comportements violents sont souvent des facteurs tout aussi importants à leurs yeux. Elles mesurent l'impact de leur engagement dans le processus judiciaire sur plusieurs dimensions de leur vie avant d'avoir recours à la justice.

Dans leur évaluation des interventions, les victimes accordent autant sinon plus d'importance au processus qu'à l'atteinte des finalités. En effet, plusieurs de leurs commentaires portent sur la qualité de leur relation avec l'intervenant-e du milieu pénal plutôt que sur le résultat de son travail.

Les différences importantes observées entre la perception des acteurs pénaux et celle des victimes peuvent devenir un obstacle à la prévention de l'homicide conjugal, puisque les uns et les autres doivent travailler de concert pour que les interventions soient les plus efficaces possible. Le défi consiste à concilier les deux univers pour en arriver à réduire le risque d'homicide.

LES OBSTACLES ET LES FACTEURS QUI FACILITENT L'INTERVENTION DES ACTEURS PSYCHOSOCIAUX

Les obstacles à l'intervention

Les obstacles au succès de l'intervention sont de différents ordres. Les premiers sont ceux liés aux clients-es. Les hommes qui proviennent de milieux criminalisés et ceux qui ont une attitude de refus, ainsi que les femmes qui refusent de voir le danger ou qui choisissent de l'ignorer représentent les plus gros défis. Chez les intervenants-es du milieu psychosocial, la peur d'être soi-même agressé-e de même que la crainte que la dénonciation de l'agresseur déclenche une riposte de la part de ce dernier constituent les deux obstacles principaux. Un autre type d'obstacle est lié à la dispensation des services : ressources inadéquates, limites politiques, contraintes de temps et de moyens, règles de confidentialité. Enfin, il y a les obstacles causés par le refus ou les limites de la collaboration : cloisonnement professionnel ou institutionnel, refus de considérer la demande avec sérieux, lourdeur qui effraie les autres.

Les facteurs qui facilitent l'intervention

Certains facteurs facilitent l'intervention et de là la résorption de la crise. Ainsi, chez les hommes, l'ouverture au changement, les liens d'attachement, la capacité de développer une relation; chez les femmes, le fait de prendre les menaces au sérieux, de sentir ou palper sa peur, d'agir de façon déterminée sont considérés comme facilitants. Chez les intervenants-es, ces facteurs sont l'expérience, la qualité de la formation, l'assurance dans l'exercice de sa profession, le soutien de ses collègues. Enfin, par rapport aux services, le soutien du groupe à

l'endroit du client, l'établissement d'un lien de confiance, l'atteinte d'une entente à l'amiable au tribunal, les collaborations (ex. : policier qui accepte d'aller au domicile de la victime, milieu réceptif à une rencontre de concertation, etc.) sont autant d'éléments aidants.

Facteurs ayant marqué les prises de décisions

Divers facteurs sont pris en compte dans les décisions d'intervenir et dans les actions qui en découlent. Il y a les *principes de l'organisme et ceux de l'intervenant-e* (politiques, approches, valeurs et croyances de l'organisme et de l'intervenant-e), ainsi que l'*évaluation du degré de risque* (présence de violence physique sévère; caractéristiques de l'homme, son état mental, ses comportements actuels et antérieurs; discours de l'homme, plans homicides, menaces; éléments contextuels tels que présence d'armes, dossiers médicaux ou psychologiques, hospitalisations, etc.).

Par ailleurs, le but de l'intervention consiste essentiellement à éviter la commission du geste homicide, et les moyens varient pour parvenir à cette fin : empêcher les contacts, développer un scénario de protection, maintenir le contact avec l'homme, rassurer la femme, agir pour éliminer le danger, protéger d'urgence. Enfin, au plan de la collaboration, les policiers sont souvent sollicités lorsqu'il y a urgence et d'autres professionnels, parfois même des membres de la famille, sont aussi mis à contribution. Le développement d'une intervention concertée est préconisée.

IMPLICATIONS POUR LES MILIEUX DE PRATIQUE

La typologie développée est utile pour informer les intervenants-es sur les différentes situations rencontrées dans leur pratique. Elle pourrait d'ailleurs être employée dans la formation des nouveaux intervenants.

Un certain nombre de victimes de violence conjugale ne connaissent pas les facteurs de risque associés à l'homicide conjugal ou ne perçoivent pas ce risque. La mise en place d'un programme d'information et de sensibilisation à cette réalité pourrait aider à contrer le problème.

En prévenant l'homicide, les intervenants-es retirent une grande satisfaction de leur intervention. Les victimes qui sont confrontées à des situations à haut risque de létalité vivent de leur côté une expérience très exigeante, notamment sur le plan émotif. Il serait bon que les intervenants-es soient sensibilisés-es à ces réalités plus personnelles et à l'importance que les femmes accordent non seulement au résultat, mais aussi au processus d'intervention. Cela signifie que le lien de confiance entre la femme et l'intervenant-e est très important et peut éventuellement devenir un facteur de protection de l'homicide conjugal, en ce sens que les femmes feront possiblement davantage appel, en situation de danger potentiel, aux intervenants-es en qui elles ont confiance.

Dans les situations de violence conjugale à haut risque de létalité, l'intervention auprès des agresseurs consiste souvent à les placer en arrêt d'agir en procédant à leur arrestation, à la révocation de leur libération conditionnelle ou à leur incarcération. Ces recours sont souvent nécessaires. Les intervenants-es du milieu psychosocial intervenant auprès des hommes témoignent cependant d'un autre type de pratique visant lui aussi à encadrer l'agresseur potentiel. Pour permettre un suivi intensif de l'homme pendant une période de crise, plusieurs ont souligné recourir à des formes d'hébergement communautaire. Il serait intéressant de mieux documenter ces pratiques afin d'en déterminer les forces et les limites.